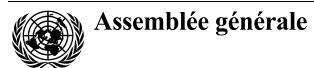
Nations Unies A/C.1/58/L.46



Distr. limitée 15 octobre 2003 Français Original: anglais

Cinquante-huitième session Première Commission Point 73 de l'ordre du jour Désarmement général et complet

Albanie, Allemagne, Andorre, Autriche, Bélarus, Belgique, Bénin, Bulgarie, Chypre, Congo, Costa Rica, Côte d'ivoire, Croatie, Danemark, Espagne, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Grèce, Guinée, Haïti, Honduras, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Kazakhstan, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Mali, Monaco, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République démocratique du Congo, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie-et-Monténégro, Sierra Leone et Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Togo, Turquie et Ukraine: projet de résolution

Promotion sur le plan régional, à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, du programme d'action des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects

L'Assemblée générale,

Rappelant le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects¹, adopté en juillet 2001, qui encourage en particulier les organisations régionales à prendre des initiatives pour promouvoir son application,

Se félicitant des résultats de la première Réunion biennale des États chargée d'examiner l'application du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, tenue à New York du 7 au 11 juillet 2003²,

Convaincue de l'importance des mesures nationales, régionales et internationales visant à combattre le trafic et la circulation illicite des armes légères, notamment celles qui pourraient être adaptées à l'échelle régionale,

¹ Voir Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, New York, 9-20 juillet 2001 (A/CONF.192/15), par. 24.

² Voir A/CONF.192/BMS/2003/1.

Reconnaissant la capacité de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, en tant qu'accord régional au sens du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, de contribuer largement au processus des Nations Unies visant à combattre le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects,

Rappelant l'adoption, en novembre 2000, du document de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe sur les armes légères,

Notant avec satisfaction les travaux qui ont été accomplis jusqu'ici dans le cadre de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe afin d'établir des guides des meilleures pratiques concernant la limitation des armes légères, et reconnaissant qu'un manuel regroupant ces guides pourrait également s'avérer utile pour d'autres États Membres dans leurs efforts en vue d'appliquer le Programme d'action,

- 1. Réaffirme l'importance des mesures visant à prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, notamment sur les plans régional et sous-régional;
- 2. Se félicite des progrès accomplis jusqu'ici parmi les États participant à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe en vue d'établir des guides des meilleures pratiques concernant les armes légères, et exprime l'espoir que ce processus aboutira rapidement;
- 3. *Invite* tous les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à examiner la possibilité d'élaborer et d'adopter des mesures régionales et sous-régionales visant à combattre le commerce illicite des armes légères et, partant, de renforcer la paix et la sécurité internationales.

2 0356227f.doc